

LA DÉRIVATION DE COURS D'EAU

M. Lyle Dean MacWilliam (Okanagan—Shuswap): Monsieur le Président, j'ai ici huit pétitions signées par 326 personnes de la région d'Okanagan—Shuswap. Les pétitionnaires viennent d'Armstrong, de Vernon, de Falkland, de Kamloops, d'Enderby, de Lumby et de Salmon Arm.

Ils s'inquiètent du projet de dérivation d'un bras de la Thompson-Nord pour en vendre l'eau à la Californie; ils demandent au gouvernement d'interdire catégoriquement que soient retenus et dérivés vers les États-Unis les cours d'eau douce du Canada et de déclarer sans ambages que notre eau n'est pas à vendre.

LE RÉFÉRENDUM NATIONAL

M. Lyle Dean MacWilliam (Okanagan—Shuswap): Monsieur le Président, j'ai ici une pétition, qui porte sur un sujet tout à fait différent, et qu'ont signée un certain nombre de résidents de la région de Vernon, dans la circonscription d'Okanagan—Shuswap, qui demandent au gouvernement de tenir un référendum sur les modifications de la Constitution qu'il propose.

* * *

QUESTIONS AU FEUILLETON

(Les questions auxquelles une réponse verbale est donnée sont marquées d'un astérisque.)

M. Jim Edwards (secrétaire parlementaire du ministre d'État et leader du gouvernement à la Chambre des communes): Monsieur le Président, nous répondons aujourd'hui à la question n° 293.

[Texte]

Question n° 293—**M. Milliken:**

Combien a coûté, en frais de production et de publication, le rapport gouvernemental intitulé «L'état de l'environnement au Canada»?

L'hon. Pauline Browes (ministre d'État (Environnement)): Les coûts de production et de publication du rapport intitulé «L'état de l'environnement au Canada» ainsi que les points saillants et brochures afférentes s'élèvent à 1,5 million de dollars sur une période de quatre ans. Ce montant inclus les coûts de conception, d'édition, de composition, d'impression dans les deux langues officielles ainsi que des marchés passés avec des auteurs et une centaine de pairs-réviseurs de l'extérieur du gouvernement.

Les crédits

Le rapport est vendu par l'entremise du Groupe Communication Canada, qui fait partie du ministère des Approvisionnements et Services. Le prix de vente du rapport est de 29 95 \$, livraison et taxes en sus.

[Traduction]

M. le Président: Il a été répondu à la question citée par le secrétaire parlementaire.

* * *

QUESTIONS TRANSFORMÉES EN ORDRE DE DÉPÔT DE DOCUMENTS

M. Jim Edwards (secrétaire parlementaire du ministre d'État et leader du gouvernement à la Chambre des communes): Monsieur le Président, si la question n° 228 pouvait être transformée en ordre de dépôt de document, ce document serait déposé immédiatement.

M. le Président: Plaît-il à la Chambre que la question n° 228 soit transformée en ordre de dépôt de documents?

Des voix: D'accord.

[Texte]

Question n° 228—**M. Boudria:**

Quels ministères et organismes gouvernementaux mettent actuellement en place des systèmes d'information informatisés et, pour chaque projet qui ne fonctionne pas encore comme prévu, quelle en était la date originale d'achèvement, la date révisée d'achèvement, l'estimation originale des coûts, les dépenses réelles jusqu'à présent et l'estimation révisée des coûts.

(Le document est déposé.)

[Traduction]

M. Edwards: Monsieur le Président, je demande que les autres questions restent au *Feuilleton*

M. le Président: Les autres questions restent-elles au *Feuilleton*?

Des voix: D'accord.

INITIATIVES MINISTÉRIELLES

[Traduction]

LES CRÉDITS

JOUR DÉSIGNÉ (ARTICLE 81)—L'ÉCONOMIE DE L'ONTARIO

La Chambre reprend l'étude de la motion de M. Lee (p. 11449).